

Cette explication a été accueillie favorablement partout. Les pays nordiques ont signalé que notre décision nécessiterait des rajustements dans l'organisme et ils ont souligné l'importance de peser soigneusement le moment choisi et les conséquences psychologiques possibles. Toutefois, je suis certain qu'ils comprennent mieux nos objectifs maintenant et qu'ils sont rassurés, sachant que nous voulons maintenir en Europe une présence militaire canadienne efficace.

Notre décision d'ouvrir des négociations en vue d'établir des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine est un autre aspect de notre politique extérieure qui a suscité beaucoup d'intérêt. Tous les pays nordiques, sauf l'Islande, ont des ambassades à Pékin, et j'ai eu l'impression qu'ils étaient heureux de l'initiative du Canada. J'ai aussi profité de ma présence à Stockholm pour obtenir de notre ambassadeur dans ce pays un rapport personnel sur la question.

Des échanges de vues, fort utiles, se sont déroulés dans les capitales nordiques sur la question générale des relations entre l'Est ou l'Ouest et de la sécurité de l'Europe. J'ai expliqué l'intérêt vital qu'attache le Canada à la recherche de la détente entre l'Est et l'Ouest et d'une solution durable aux problèmes de la sécurité de l'Europe. C'est pourquoi nous avons fait bon accueil aux diverses initiatives, y compris la Déclaration de Budapest, prises de part et d'autre en vue de la tenue éventuelle d'une conférence sur la sécurité européenne.

J'ai appuyé en particulier l'attitude positive mais réaliste du gouvernement de la Finlande, qui prétend que toute conférence éventuelle ne devrait être assujettie à aucune condition préalable, mais devrait être bien préparée, réunir tous les pays intéressés et, surtout, avoir des chances raisonnables de succès.

L'Ouest du moins ne veut aucunement d'une conférence qui serait un échec. Il serait donc sage de procéder par étapes, de sonder les possibilités d'entente en commençant par les problèmes les plus faciles pour passer graduellement aux plus difficiles. J'ai expliqué que nous envisageons une évolution progressive, où les consultations de l'OTAN jouerait un rôle important, plutôt qu'une grande confrontation où se produirait vraisemblablement un échange violent d'opinions sur des points fortement contestés. J'ai aussi donné clairement à entendre que le Canada se proposait de participer du commencement à la fin à un tel projet. J'ai constaté que les gouvernements nordiques et nous-mêmes partageons à peu près les mêmes vues sur ces points et il a été entendu que nous nous tiendrions en

[L'hon. M. Sharp.]

étroite communication pendant que les consultations se dérouleraient entre les deux parties.

Nous avons également eu l'occasion de discuter la situation en Europe occidentale, y compris les perspectives d'avenir du Marché commun européen et le lien qu'il peut avoir avec les propositions en vue d'une union économique nordique. Nous avons trouvé utile de comparer nos observations sur le Moyen-Orient, le Nigéria et le Vietnam. Nous avons échangé nos opinions sur les pourparlers de désarmement et sur les affaires des Nations Unies, y compris les opérations pour le maintien de la paix et l'octroi d'aide à la suite de catastrophes. Sur toutes ces questions, nous avons constaté, la plupart du temps, que notre estimation et notre façon d'envisager les choses ressemblaient beaucoup à celles des gouvernements des pays nordiques.

Dans chaque capitale, nous avons discuté un certain nombre de questions d'intérêt mutuel se rattachant au commerce et à d'autres formes d'échange. Il ne faut pas oublier que le Canada est le deuxième plus gros client du Danemark et de la Suède. Nous avons trouvé partout un désir d'accroître la collaboration de façon pratique, et certaines propositions précises ont été étudiées, notamment dans les domaines économique, scientifique et technologique. On a manifesté un certain intérêt à des visites réciproques de parlementaires et j'espère, monsieur l'Orateur, avoir l'occasion de discuter de cette question avec vous sous peu.

Dans les entrevues accordées aux grands moyens de communication comme dans les rencontres avec les autorités gouvernementales, j'ai cherché tout spécialement à expliquer les politiques et les objectifs canadiens, de façon à indiquer clairement que nous avons notre propre vue du monde, nos propres aspirations et une façon bien particulière de faire les choses. En conséquence, je pense que l'on connaît mieux le Canada dans les pays nordiques et que l'on a une meilleure idée des possibilités de coopération. De mon côté, je connais mieux ces pays, leur population et les perspectives d'action conjointe.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, en temps ordinaire, il me serait difficile de savoir si je dois commencer par un citation de Confucius et de Hans Christian Andersen, mais vu les circonstances, je commencerai par m'élever contre le fait que le ministre n'ait pas fait cette déclaration à la Chambre vendredi dernier.

L'hon. M. Sharp: Elle n'était pas prête.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, il lui a fallu bien du temps pour la préparer...